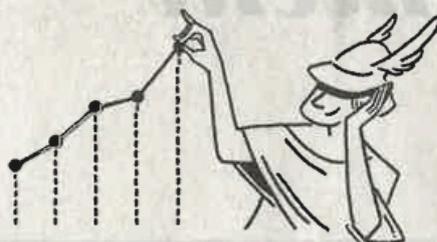


opinions

Retrouvez
tous nos graphiques sur
lesechos.fr/infographies



LE POINT DE VUE

de **Michel Rousseau,**
Christian de Boissieu
et **Philippe Ansel**

Comment raviver notre industrie

La vie d'une nation, ce sont aussi ses résultats. Ils sont saisissants : notre revenu par tête est désormais entre 20 et 25 % inférieur à celui de l'Allemagne, avec un écart encore plus grand par rapport aux Etats-Unis, alors que nous possédions les mêmes niveaux de vie dans les années 1970.

Un lien doit être fait avec la chute de notre produit intérieur brut (PIB) industriel. Rapporté au PIB global, il est à peine au niveau de celui de la Grèce, et le déficit commercial de notre pays atteint une ampleur jamais constatée.

Il suffit pour comprendre notre égarement stratégique de procéder à quelques constats chiffrés. Un emploi industriel représente environ 102.000 euros de valeur ajoutée (selon l'Insee). Il engendre 204.000 euros de valeur ajoutée dans l'économie, compte tenu d'un multiplicateur moyen de 2. L'Etat prélevant en moyenne 45 % de la valeur ajoutée, un emploi industriel apporte à l'Etat 92.000 euros de recette annuelle fiscale et sociale. Cette valeur devrait constituer l'étalon de mesures pour évaluer les choix budgétaires.

Autre constat qui devrait nous convaincre de changer de stratégie : depuis la fin de 2020, la France a créé de nouveaux des emplois industriels (111.000) grâce à la diminution de 50 % de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, un impôt de production). Ces 111.000 emplois (222.000 en tout dans l'économie) ont rapporté 10 milliards d'euros de recettes fiscales et sociales, sans compter la baisse de l'indemnisation du chômage qui en a résulté. Pour ceux qui recherchent à juste titre l'augmentation du pouvoir d'achat, il faut préciser que l'industrie paie en moyenne des salaires supérieurs aux salaires médians français et favorise la progression sociale. Par ailleurs, les

usines s'installent dans des villages, des villes petites et moyennes, elles structurent et enrichissent nos territoires. L'industrie fixe les populations.

Ajoutons que la productivité de ce secteur est trois fois plus forte que les autres activités, il contribue à réduire notre déficit commercial et participe à la décarbonation de notre économie.

Nous devons sortir de la myopie des « budgétaires » qui considèrent la réduction des charges sur la production comme une demande corporatiste. Taxer les entreprises industrielles pénalise l'économie dans son ensemble et les salariés en particulier.

Taxer les entreprises industrielles pénalise aussi les salariés.

Ainsi, pour redevenir une grande nation industrielle, nous devons provoquer une mobilisation quelles que soient les difficultés politiques. Nous préconisons la création d'un grand ministère ou d'un haut-commissariat dépendant directement du Premier ministre ou du président de la République, entouré d'un conseil de l'industrie, composé de personnalités, d'experts et d'élus pour assurer la mobilisation, nécessaire au succès. Il s'agit de sortir de la routine administrative. Cette nouvelle organisation devra s'appuyer sur les méthodes actuelles de la banque publique d'investissement et sur les travaux de France industrie et du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire. Quoi qu'il en coûte, la priorité sera de supprimer la C3S (contribution sociale de solidarité des sociétés) et ce qui reste de la CVAE, signal pour les entreprises d'une nouvelle politique ambitieuse.

Nous devons par ailleurs fixer des objectifs et nous donner les moyens de les atteindre. Une première étape devrait être le retour vers la moyenne européenne de notre PIB industriel. L'objectif serait ainsi de passer de 10 % à 15 % du PIB global en dix ans. Cela représenterait 1 million d'emplois supplémentaires, ce qui entraînerait plus de 92 milliards d'euros par an de recettes pour l'Etat ainsi que la création de 1,3 million d'emplois dans le reste de l'économie.

Une deuxième étape devrait suivre pour redevenir une nation parmi les plus industrialisées d'Europe, soit l'objectif de 20 % du PIB en 2045 qui permettrait de soutenir le changement d'atmosphère dans notre société, en joignant enrichissement et justice sociale.

Il est possible, avec un peu d'imagination, de mobiliser l'abondante épargne privée et de procéder à une judicieuse utilisation de nos finances, sans s'écarter de la ligne des dispositifs déjà utilisés par le ministère de l'Economie et des Finances (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, crédit d'impôt recherche), mais en les ciblant mieux.

Ce virage qui complète le développement des entreprises dans les nouvelles technologies doit s'articuler avec l'effort de formation aux métiers industriels en multipliant les écoles de production et en confiant la gestion des lycées professionnels à l'échelon local (régions, départements et entreprises) afin de répondre aux besoins des territoires.

Michel Rousseau est président de la Fondation Concorde.

Christian de Boissieu est président du conseil scientifique de la Fondation Concorde et vice-président du Cercle des économistes.

Philippe Ansel est chef économiste de la Fondation Concorde.